

**PROVINCE DE QUÉBEC
MRC DE LA MATANIE
MUNICIPALITÉ DE BAIE-DES-SABLES**

PROCÈS-VERBAL de la séance extraordinaire du conseil municipal, tenue le lundi 17 décembre 2015 à 19h15, à l'édifice municipal de Baie-des-Sables situé au 20, rue du Couvent.

Sont présents : Monsieur Denis Santerre, maire
 Monsieur Dany Fortin, conseiller au siège #2
 Monsieur Damien Ouellet, conseiller au siège #3
 Madame Véronique Lamarre, conseillère au siège #4
 Madame Lynda Bernier, conseillère au siège #5

Sont absentes : Madame Claudie Fillion, conseillère au siège #1
 Madame Sylvie Bouffard, conseillère au siège #6

Constat du quorum sous la présidence du maire, Monsieur Denis Santerre. Le directeur général et secrétaire-trésorier, Monsieur Adam Coulombe, est également présent et agit à titre de secrétaire.

1. Ouverture de l'assemblée

Monsieur le maire procède à l'ouverture de la séance à 19h15. Il remercie les membres du conseil de leur présence et leur souhaite la bienvenue.

Il est constaté que l'avis de convocation a été signifié tel que requis par le *Code municipal du Québec* (articles 152, 153 et 156) à tous les membres du conseil présents ou absents à l'ouverture de la séance.

2. Adoption de l'ordre du jour

1. Ouverture de l'assemblée et constatation de la signification de l'avis de convocation
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Lecture et adoption du règlement numéro 2015-02 relatif au budget de l'année financière 2016 (incluant le programme triennal des immobilisations 2016-2017-2018)
4. Période de questions du public en regard des points à l'ordre du jour
5. Levée de l'assemblée

2015-213 ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Il est proposé par Monsieur Damien Ouellet et résolu d'adopter l'ordre du jour tel que présenté dans l'avis de convocation transmis le 15 décembre 2015.

Adoptée à l'unanimité des conseillers (ères).

3. Lecture et adoption du règlement numéro 2015-02 relatif au budget de l'année financière 2016 (incluant le programme triennal des immobilisations 2016-2017-2018)

2015-214 ADOPTION DU RÈGLEMENT NUMÉRO 2015-02 RELATIF AU BUDGET DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2016

Attendu que le conseil doit préparer et adopter le budget de l'année financière 2016 et y prévoir des revenus au moins égaux aux dépenses qui y figurent conformément à l'article 954 du Code municipal du Québec;

Attendu que le conseil doit également adopter un programme triennal d'immobilisations pour les années 2016, 2017 et 2018 conformément à l'article 953,1 du Code municipal du Québec;

Attendu les dispositions des articles 957, 981, 988, 989, 991, 997 et 1000 du Code municipal du Québec;

Attendu les dispositions de l'article 252 de la Loi sur la fiscalité municipale;

Attendu qu'un avis de motion a été donné par Madame Claudie Fillion, conseillère au siège #1 à la séance régulière du 7 décembre 2015;

Attendu l'avis public d'adoption de la présente donné le 30 novembre 2015 conformément à l'article 956 du Code municipal du Québec;

En conséquence, il est proposé par Madame Véronique Lamarre et résolu que le règlement portant le numéro 2015-02 relatif au budget de l'année financière 2016 tel que déposé et remis aux membres du conseil soit adopté.

Adoptée à l'unanimité des conseillers (ères).

RÈGLEMENT NUMÉRO 2015-02

**AYANT POUR OBJET D'ÉTABLIR LE BUDGET DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2016,
LE PROGRAMME TRIENNAL DES IMMOBILISATIONS,
L'IMPOSITION DES TAXES FONCIÈRES GÉNÉRALES ET SPÉCIALES,
LES TARIFS DE COMPENSATIONS POUR LES SERVICES MUNICIPAUX,
LES MODALITÉS DE PAIEMENT DE CES TAXES ET COMPENSATIONS AINSI QUE LE TAUX D'INTÉRÊT POUR
TOUS LES COMPTES DUS À LA MUNICIPALITÉ**

Attendu que le conseil doit préparer et adopter le budget de l'année financière 2016 et y prévoir des revenus au moins égaux aux dépenses qui y figurent conformément à l'article 954 du *Code municipal du Québec*;

Attendu que le conseil doit également adopter un programme triennal d'immobilisations pour les années 2016, 2017 et 2018 conformément à l'article 953,1 du *Code municipal du Québec*;

Attendu les dispositions des articles 957, 981, 988, 989, 991, 997 et 1000 du *Code municipal du Québec*;

Attendu les dispositions de l'article 252 de la *Loi sur la fiscalité municipale*;

Attendu qu'un avis de motion a été donné par Madame Claudie Fillion, conseillère au siège #1 à la séance régulière du 7 décembre 2015;

Attendu l'avis public d'adoption de la présente donné le 30 novembre 2015 conformément à l'article 956 du *Code municipal du Québec*;

En conséquence, il est proposé par Madame Véronique Lamarre et résolu que le règlement portant le numéro 2015-02 soit adopté, et que le conseil ordonne et statue par ce règlement ce qui suit :

ARTICLE 1 PRÉAMBULE

Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2 BUDGET DE L'ANNÉE FINANCIÈRE

Le conseil adopte le budget de l'année financière 2016 des revenus et des dépenses de fonctionnement qui suit :

<u>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</u>		
<u>Revenus</u>		
Taxes	705 910	\$
Paievements tenant lieu de taxes	9 195	
Transferts	464 575	
Services rendus	34 270	
Imposition de droits	10 500	
Amendes et pénalités	500	
Intérêts	4 850	
Autres revenus	94 500	
	1 324 300	\$
<u>Charges</u>		
Administration générale	212 310	\$
Sécurité publique	155 755	
Transport	213 370	
Hygiène du milieu	123 035	
Santé et bien-être	24 300	
Aménagement, urbanisme et développement	43 050	
Loisirs et culture	51 385	
Frais de financement	49 160	
	872 365	\$
<u>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</u>		
<u>Financement</u>		

Remboursement en capital de la dette à long terme	470 000	\$
<u>Affectations</u>		
Excédent de fonctionnement accumulé affecté	(36 965)	
Fonds pour l'entretien des voies publiques municipales (FEVPM)	1 000	\$
Réserve financière – Boues de fosses septiques	17 900	
	(18 065)	\$
<u>EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE</u>	0	\$

ARTICLE 3 PROGRAMME TRIENNAL DES IMMOBILISATIONS

Le conseil adopte le programme triennal des immobilisations qui se répartit comme suit :

Investissements	2016	2017	2018	Financement
	(\$)	(\$)	(\$)	
<u>Transport</u>				
Installation de lampadaires	3 000	3 000	3 000	Fonds Cartier et/ou surplus accumulé
Aménagements au garage municipal	4 000			Fonds Cartier et/ou surplus accumulé
Équipement pour les travaux publics	2 000			Fonds Cartier et/ou surplus accumulé
Tracteur à pelouse avec équipements		40 000		Emprunt à long terme
Réfection du quai	100 000			Emprunt à long terme
<u>Hygiène du milieu</u>				
Prolongement du réseau d'aqueduc et d'égout (route 132 sud)			750 000	Emprunt + PIQM ou TECQ
<u>Aménagement, urbanisme & développement</u>				
Aménagement d'une vidange sanitaire pour les véhicules récréatifs	2 000			Fonds Cartier et/ou surplus accumulé
<u>Loisirs & culture</u>				
Réaménagement et rénovation intérieur au centre communautaire	25 000	40 000	30 000	Surplus accumulé + TECQ
Coût total des investissements prévus	136 000	83 000	783 000	

Le tableau ci-dessus présente sommairement l'évaluation des coûts des immobilisations qui pourraient être réalisées au cours des trois (3) prochaines années ainsi que du financement possible.

ARTICLE 4 TAXES FONCIÈRES GÉNÉRALES ET SPÉCIALES

Le taux de la taxe foncière générale est fixé à 1,15 \$ du 100 \$ d'évaluation pour l'année 2016 conformément au rôle d'évaluation en vigueur au 1^{er} janvier 2016.

Le taux de la taxe foncière spéciale pour le service de la dette dans le cadre de la réalisation des travaux d'aqueduc, d'égout et de voirie complémentaire est fixé à 0,05 \$ du 100 \$ d'évaluation pour l'année 2016 conformément au rôle d'évaluation en vigueur au 1^{er} janvier 2016 ainsi qu'à l'article 5 du règlement d'emprunt numéro 2003-04 de la municipalité adopté le 8 septembre 2003.

ARTICLE 5 TAXES SUR UNE AUTRE BASE POUR LE SERVICE DE LA DETTE

Imposition fiscale aux secteurs du réseau d'aqueduc (taxation à l'unité)

Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de 31,87 % de l'emprunt décrété aux règlements numéros 2003-04 et 2005-06, le conseil fixe le tarif de base à 176,00 \$ l'unité pour tous les immeubles imposables desservis ou situés dans le secteur tels que précisés dans l'annexe « C » du règlement d'emprunt numéro 2005-06.

Imposition fiscale aux secteurs du réseau d'égout domestique (taxation à l'unité)

Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de 31,87 % de l'emprunt décrété aux règlements numéros 2003-04 et 2005-06, le conseil fixe le tarif de base à 184,00 \$ l'unité pour tous les immeubles imposables desservis ou situés dans le secteur tels que précisés dans l'annexe « B » du règlement d'emprunt numéro 2003-04.

Imposition fiscale aux secteurs du réseau d'aqueduc (taxation au frontage)

Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt décrété aux règlements numéros 2003-04 et 2005-06, et ce, dans une proportion de 10,63 %, le conseil fixe le tarif de base à 2,13 \$ du mètre pour tous les immeubles imposables desservis ou situés dans le secteur tel que précisé dans l'annexe « C » du règlement d'emprunt numéro 2005-06.

Imposition fiscale aux secteurs du réseau d'égout (taxation au frontage)

Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt décrété aux règlements numéros 2003-04 et 2005-06, et ce, dans une proportion de 10,63 %, le conseil fixe le tarif de base à 2,53 \$ du mètre pour tous les immeubles imposables desservis ou situés dans le secteur tel que précisé dans l'annexe « B » du règlement d'emprunt numéro 2003-04.

ARTICLE 6 TARIFS DE COMPENSATION POUR LES SERVICES MUNICIPAUX

Compensation pour les frais d'entretien du réseau d'aqueduc

Afin de couvrir les dépenses d'entretien du réseau d'aqueduc, le conseil fixe le tarif de compensation de base à 115,00 \$ l'unité pour tous les immeubles imposables desservis ou situés dans le secteur tel que précisé dans l'annexe « C » du règlement numéro 2005-06. L'unité de base est établie selon les critères décrits dans le règlement numéro 2006-02 relatif à la tarification du service d'aqueduc et d'égout.

Compensation pour les frais d'entretien du réseau d'égout

Afin de couvrir les dépenses d'entretien du réseau d'égout, le conseil fixe le tarif de compensation de base à 114,00 \$ l'unité pour tous les immeubles imposables desservis ou situés dans le secteur tel que précisé dans l'annexe « B » du règlement numéro 2003-04. L'unité de base est établie selon les critères décrits dans le règlement numéro 2006-02 relatif à la tarification du service d'aqueduc et d'égout.

Compensation pour la vidange des boues de fosses septiques

Afin de couvrir les dépenses reliées à la vidange des boues de fosses septiques, le conseil fixe le tarif de compensation de base à 200,00 \$ l'unité pour tous les immeubles assujettis à ce service conformément aux règlements numéros 240-2010 et 241-2010 et leurs amendements (241-1-2011) de la MRC de La Matanie. La vidange des boues de fosses septiques et le tarif de compensation s'appliquent uniquement aux résidences permanentes et saisonnières non desservies par le réseau d'égout municipal.

Pour l'année 2016, aucune vidange des boues de fosses septiques n'est prévue. Cependant, le tarif de compensation s'applique afin de répartir le coût de la vidange des boues de fosses septiques sur plusieurs années en créant une réserve financière conformément au règlement à être adopté par la municipalité et portant le numéro 2016-01. Pour l'année 2016, le tarif de compensation pour les résidences permanentes et fixé à 50% du montant de base et celui des résidences saisonnières est également fixé à 50% du montant de base.

Compensation pour l'enlèvement et la disposition des ordures

Afin de couvrir les dépenses d'enlèvement et de disposition des ordures ménagères et des matières recyclables, le conseil fixe le tarif de compensation de base à 120,00 \$ l'unité conformément au règlement numéro 2006-11 sur la gestion et la tarification des matières résiduelles.

ARTICLE 7 MODALITÉS DE PAIEMENT DE CES TAXES ET COMPENSATIONS

Lorsque la somme des taxes et des tarifs de compensation est égale ou supérieure à 300 \$, le compte de taxes est alors divisible en trois (3) versements égaux, dont le premier vient à échéance 30 jours après la date de l'envoi du compte, le second vient à échéance 90 jours après l'échéance du premier versement et le troisième vient à échéance 90 jours après l'échéance du second versement.

Les modalités de paiement établies au présent règlement s'appliquent également aux autres taxes ou compensations municipales que la municipalité perçoit. Lorsqu'un versement n'est pas fait dans le délai prévu, seul le montant du versement échu est alors exigible immédiatement. Le présent article s'applique à la facturation annuelle des taxes et des tarifs de compensation ainsi qu'à la facturation complémentaire établie suite à une mise à jour du rôle d'évaluation par l'évaluateur.

ARTICLE 8 TAUX D'INTÉRÊT POUR TOUS LES COMPTES DUS

Le taux d'intérêt s'appliquant à toutes les sommes dues à la municipalité est fixé à 15 % annuel à compter du 1^{er} janvier 2016. Les intérêts sont imposés sur les versements échus et le délai de prescription applicable commence à courir à la date d'échéance de chacun des comptes de taxes.

ARTICLE 9 JOUR DE GRÂCE

Un délai de trois (3) jours est accordé, à chaque échéance, avant que le calcul des intérêts soit effectué.

ARTICLE 10 RADIATION DES SOLDES RÉSIDUELS

Tout solde résiduel d'un compte inférieur à 2,00\$ dû à cause du calcul des intérêts est radié automatiquement suite à un paiement effectué par la poste ou par Internet.

ARTICLE 11 FRAIS D'ADMINISTRATION

Lorsqu'un chèque ou un autre ordre de paiement est remis à la municipalité et que le paiement est refusé par le tiré, des frais d'administration de 20\$ sont réclamés au tireur du chèque ou de l'ordre, et ce, en sus des intérêts exigibles.

ARTICLE 12 PUBLICATION D'UN DOCUMENT EXPLICATIF

Conformément à l'article 957 du *Code municipal du Québec*, un document explicatif du budget et du programme triennal des immobilisations sera publié dans le bulletin municipal diffusé sur tout le territoire de la municipalité de Baie-des-Sables.

ARTICLE 13 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la Loi.

4. Période de questions du public en regard des points à l'ordre du jour

Les points suivants ont été soulevés :

- Baisse importante des revenus de transferts relatifs à des ententes de partage de frais;
- Remboursement de la dette d'aqueduc, d'égout et de voirie complémentaire et les taxes afférentes.

5. Levée de l'assemblée

Monsieur le maire profite de l'occasion pour remercier le travail effectué par les membres du conseil municipal pour la préparation des prévisions budgétaires 2016 et souhaite un joyeux temps des Fêtes aux personnes présentes.

2015-215 LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

L'ordre du jour étant épuisé, il est proposé par Madame Lynda Bernier et résolu de lever la session à 19h35.

Adoptée à l'unanimité des conseillers (ères).

Denis Santerre
Maire

Adam Coulombe, g.m.a.
Directeur général et secrétaire-trésorier

Je, Denis Santerre, maire de la Municipalité de Baie-des-Sables, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal du Québec.

Denis Santerre
Maire